

# LE SOCIALISME

## *Causerie et infos en bref.*

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

### **Le 12 mars 2025**

Face à la guerre psychologique que mènent les tyrans au pouvoir pour rendre fou ou dépressif les masses, on s'autorise un moment de répit bien mérité sans avoir besoin de demander la permission à quiconque, ici, on n'a rien à se reprocher, on n'a de compte à rendre à personne, on est totalement indépendant de l'idéologie de la classe dominante.

La musique adoucit les mœurs, dit-on, quand en plus ce moment de détente nous est offert par un enfant, tout d'un coup nos nerfs se relâchent, on n'offre plus aucune résistance à la tentation de ressentir un bonheur intérieur dans ce monde si dégueulasse, on en éprouve un bienfait immédiat.

On a trouvé, comment dire, l'héritier naturel de Jimi Hendrix et Steve Ray Vaughan, la relève assurée de Joe Bonamassa : Taj Farrant, né en 2009. Il n'est pas seulement un prodige ou un virtuose de la guitare à son âge, il a le feeling, la musique, le rythme et le blues dans la peau.

A 7 ans son père l'a emmené à un concert d'AC/DC, chez eux en Australie, immédiatement le gamin a dit à son père, « *c'est ce que je veux faire* » en entendant Angus Young à la guitare. Son père lui a acheté une guitare, il a commencé à gratter avec l'aide de son père également guitariste, puis il a pris des cours pendant deux ans. A l'issue de son apprentissage, il suffisait qu'il écoute un morceau d'Hendrix ou de Led Zeppelin, Pink Floyd ou Steve Ray Vaughan pour le jouer spontanément pratiquement à la perfection avec sa propre sensibilité. C'est génial, le génie de l'homme qui contrebalance la médiocrité et la pourriture des dirigeants et des élites psychopathes du vieux monde cruel, qui voudraient entraîner l'humanité dans la barbarie.

Ce qui est étonnant, c'est l'assurance de ce gamin, sa maturité, il semble à l'aise partout, il respire la joie de vivre dans ce monde de tristesse et cauchemardesque, un espoir, histoire de remonter le moral des troupes.

Taj farrant (10 ans) - Isolation track

<https://www.youtube.com/watch?v=UsP8wUgwoDI>

Rock Ballad Jam

[https://www.youtube.com/watch?v=EGJmapZ\\_6J0](https://www.youtube.com/watch?v=EGJmapZ_6J0)

Taj Farrant (11 ans) - Shreds with the Master (Santana) (2020)

<https://www.youtube.com/watch?v=KzcU7MVbvXM>

SRV [Stevie Ray Vaughan] Tribute by Taj Farrant (14 ans) - 12 décembre 2023

[https://www.youtube.com/watch?v=vNbB8LwU\\_hs](https://www.youtube.com/watch?v=vNbB8LwU_hs)

Taj Farrant (15 ans) "The Ride" Telluride Blues and Bres - Festival 2024

[https://www.youtube.com/watch?v=CBpYy\\_8RREk](https://www.youtube.com/watch?v=CBpYy_8RREk)

Taj Farrant - Texas Flood [Stevie Ray Vaughan] - Live from Sacramento CA 2024

<https://www.youtube.com/watch?v=4TaaQLLH76w>

Taj Farrant - Mumma Raised a Man (Official Music Video) 2024

<https://www.youtube.com/watch?v=Atip6LqwCSg>

---

### **Qui a dit : Vive l'impérialisme français ?**

- « Il n'y a pas une formation politique, de LFI au RN, qui ne défende pas une autonomie stratégique pour la France. »

Réponse : Le ministre des Armées ou de la guerre Sébastien Lecornu, dans une interview accordée à La Tribune Dimanche le 9 mars. Le HuffPost 9 mars 2025

---

### **L'heure est au réarmement théorique et politique des masses au socialisme pour abattre ce régime totalitaire.**

La propagande et la désinformation sur fond de déni et de mensonge structurent la machine de guerre idéologique en direction des masses, dans l'intention d'obtenir leur consentement aux sacrifices annoncés qu'ils devront consentir ou de manière à les neutraliser.

Ils recourent à la stratégie de la peur ou de la terreur pour mieux parvenir à leur fin, créer un climat de psychose collective comme ils l'ont fait en janvier 2020...

A ceux qui en douteraient, sortez-leur l'argument débile de l'interdiction de consommer debout dans un café pour limiter la propagation d'un virus qui n'était pas plus dangereux que celui de la grippe saisonnière, ou comment Macron les avaient vraiment pris pour des cons.

**Jean-Noël Barrot : "L'heure au réarmement des esprits est venue" - 6Medias/Orange 9 mars 2025**

Il faut "*prendre conscience des menaces qui nous guettent*". Le chef de la diplomatie Jean-Noël Barrot accélère sa prévention face aux risques venant de Moscou : "*Les Français, qu'ils soient élus, chefs d'entreprise, lycéens ou étudiants* - et leur faire "*prendre conscience des menaces qui nous guettent*". 6Medias/Orange 9 mars 2025

## **La drogue : une arme de guerre contre tous les peuples et en particulier la jeunesse.**

### **Comment la CIA a donné naissance au commerce moderne de la drogue dans les Amériques.**

Des responsables anonymes ont informé les principaux médias américains cette semaine du nouveau rôle «*bienveillant*» de la CIA : faire voler des drones MQ-9 Reaper au-dessus du Mexique pour espionner les cartels de la drogue. Qu'est-ce qui ne cadre pas avec cette image ?

Les rapports soigneusement placés, publiés à 24 heures d'intervalle, font suite à la désignation par le département d'État de huit grands trafiquants de drogue latino-américains comme «*organisations terroristes mondiales*».

Malheureusement pour la CIA, quiconque a une connaissance même superficielle de ses activités sait que l'agence a été plus un allié, plutôt qu'un ennemi, des trafiquants de drogue apportant la violence et la mort dans les communautés américaines.

<https://reseauinternational.net/comment-la-cia-a-donne-naissance-au-commerce-moderne-de-la-drogue-dans-les-ameriques/>

---

## **Mes commentaires publiés dans différents blogs.**

### **Article : Écouter Poutine, écouter Rubio ? En France le «système» préfère l'injure.**

- Avant de comprendre ce qui se passait réellement, si Trump a été induit en erreur dans le passé, le bougre, c'est parce qu'il ignorait la réalité, ben voyons, tout cela pour en arriver à la conclusion qu'à défaut d'ignorer les conseils de Régis de Castelneau, "*il aurait mieux valu (qu'il écoute) Poutine*", c'était la moindre des choses, bref Trump n'y était pour rien, et il mériterait au moins notre estime, sinon notre soutien, quoi.

- Le patron américain de l'Hégémon a compris ce qui se passait, qu'il fallait prendre acte de la défaite, comprendre le changement du monde et s'adapter.

J-C - Comme si Trump ne le savait pas !

- N'ayant rien vu arriver malgré toutes les alertes, que ce soit sur l'inévitable défaite de l'Ukraine ou le changement qui se préparait aux États-Unis avec l'imparable retour de Trump

J-C - Comme si les dirigeants de l'UE ne le savaient pas !

Ne soyons pas trop méchant avec Régis de Castelneau, l'art de gouverner, c'est de savoir s'entourer, dit-on.

S'agissant de Trump, en comparant son équipe actuelle avec celle de 2016, on s'aperçoit qu'elle a été complètement bouleversée. La précédente lui avait été imposée en grande partie par le clan de ses adversaires d'aujourd'hui. Cette fois-ci, il a sélectionné pour chaque ministère des personnages réputés pour connaître les dossiers qu'ils auront à traiter en fonction de leur expérience, de sorte

qu'il est parfaitement informé de la situation avant d'aborder un sujet, ce qui n'était pas forcément le cas en 2016, du coup il dispose d'une marge de manœuvre non négligeable pour se livrer à toute sorte de manipulations destinées à embrouiller ou paralyser ses adversaires (et les médias), pendant qu'il tente d'appliquer la stratégie politique du clan de l'oligarchie qui l'a porté au pouvoir.

En quoi cela nous concerne ? En rien à vrai dire, sauf à se tromper de camp, c'est ce qui arrive quand on perd de vue que le clan de Trump et celui de ses adversaires figurent parmi nos ennemis.

---

### **Réponse à un lecteur :**

- Vous n'avez manifestement pas compris ce que j'ai voulu dire.

Trump et ses adversaires figurent tous dans des clans différents de l'oligarchie, de la classe des capitalistes, le camp de nos ennemis de classe existe partout dans le monde, puisque tous les régimes qui existent actuellement dans le monde sont inféodés au capitalisme. Il n'existe aucun État où se serait leur ennemi, la classe ouvrière ou les classes exploitées qui détiendraient le pouvoir politique et économique, où il existerait un régime qui ne reposerait pas sur le capitalisme, sur l'exploitation et l'oppression, pas même en Russie ou en Chine, je pense avoir été suffisamment claire.

---

### **Article : Les grèves ont toujours existé**

- Cette interprétation est conforme à l'idéologie de la classe dominante, qui n'a aucun intérêt au développement du mouvement ouvrier, à la prise de conscience politique par les travailleurs qu'ils doivent d'unir et s'organiser pour défendre leurs intérêts et combattre pour leur émancipation de l'exploitation dans des conditions qui leur sont imposées.

De fait, l'instrumentalisation du mouvement ouvrier par les capitalistes et son contrôle par des agents qui leur sont acquis sont des éléments figurant parmi ces conditions qui doivent être combattus au même titre que nos ennemis puisqu'ils défendent leurs intérêts au lieu de servir ceux des travailleurs.

Toute cette propagande idéologique ne sert qu'à détourner les travailleurs de la lutte de classe, qui constitue l'un des moteurs du progrès social et de l'humanité en général avec le développement des forces productives afin de satisfaire nos besoins élémentaires. Ne pas identifier sa nature profondément rétrograde ou réactionnaire est dangereux, car cela conduit aux pires confusions et compromissions, et à finalement lutter contre son propre camp.

### **Un complément :**

- Cet épisode permet de distinguer ceux qui ont développé une conscience de classe à des degrés divers, et ceux qui en sont dépourvus. On reconnaît ces derniers, au fait qu'au lieu de chercher une issue politique indépendante conforme aux aspirations fondamentales et collectives des exploités, systématiquement ils lorgnent vers ceux qui détiennent tous les pouvoirs ou leurs représentants, en aucun cas ils n'envisagent la nécessité d'une rupture avec le capitalisme et ses institutions, un changement de régime politique et social, ils préfèrent s'accommoder du régime en place.

## **Dictature climatique.**

### **Extinction Rebellion : qu'est-ce que c'est ?**

Au cas où vous penseriez que la rébellion contre l'extinction n'a pas été touchée par la main des ingénieurs sociaux, l'une des figures de proue du mouvement, Alex Evans, est un ancien consultant de l'International Sustainability Unit du Prince Charles et le co-auteur du Global Trends 2025 du National Intelligence Council américain : A Transformed World, qui est devenu un projet de politique environnementale et étrangère pour l'administration Obama en 2008.

Actuellement, M. Evans dirige également le projet de psychologie collective, «où la psychologie rencontre la politique».

Farhana Yamin et Sam Gaell de Chatham House (l'institution de contrôle derrière le Council on Foreign Relations basé à New York et supervisé par Mark Carney) sont d'autres personnalités du renseignement britannique qui gèrent le mouvement Extinction Rebellion.

Dans quelle mesure peut-on parler de rébellion si la rébellion est mise en place par l'establishment ?

<https://reseauinternational.net/mark-carney-la-superstar-des-technocrates-et-leco-guerrier-prend-la-barre-du-canada/>

---

## **Santé.**

### **Vidéo. 70 000 décès en janvier 2025 : record battu**

<https://www.youtube.com/watch?v=U08lhdT7JLY>

---

### **Lu dans un blog.**

- Dans une époque où les autorités en tous genres deviennent malfaisantes et malveillantes, les citoyens réalisent qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

C'est alors qu'ils saisissent toute la valeur de personnes qui ont de longue date pris le taureau par les cornes : c'est ce que faisait déjà le Dr Maudrux à la caisse de retraite des médecins.

L'université entérine les mensonges, mais les chercheurs indépendants dénichent les statistiques pertinentes et publient leurs études qui démolissent la version officielle –

Et ils savent diffuser leurs découvertes, ils parviennent à percer la muraille de la doxa.  
Et les citoyens partageront discuteront développeront.

---

- Étude cruciale de la sécurité de l'hydroxychloroquine republiée après sa rétractation ciblée (censure) par le cartel de l'édition académique, exposant la suppression systématique de la recherche et les violations potentielles du RICO.

Nous avons constaté que l'hydroxychloroquine était sûre, sans preuve de complications cardiaques et aucune association avec la prolongation du QTC par rapport au placebo.

La communauté scientifique doit récupérer son intégrité et les responsables de la suppression de la recherche légitime auront des comptes à rendre. Ces opérations illicites qui censurent intentionnellement les données critiques de la sécurité des produits pharmaceutiques devraient être traitées par les autorités dès que possible.... -> (en anglais) :

<https://x.com/NicHulscher/status/1898407601848660464>

- Selon les docteurs Andreas Kalcker et Pedro Chavez, le CDS (dioxyde de chlore en solution) est efficace pour nettoyer le corps des personnes infectées par la vaccination, en dénaturant les protéines « spikes ».

Vidéo (en anglais, 2 fois 2minutes) :

<https://x.com/i/status/1583862572364615681>

<https://x.com/i/status/1583862766020235270>

---

- « *Le scandale des accouchements en France* », le nouveau livre-enquête de deux journalistes sur la mortalité infantile

<https://www.francebleu.fr/infos/sante-sciences/le-scandale-des-accouchements-en-france-le-nouveau-livre-enquete-de-deux-journalistes-des-pyrenees-orientales-5142945>

Dans leur dernier livre-enquête, (« *4,1, le scandale des accouchements en France* », Ed Buchet-Chastel), les deux journalistes d'investigation Anthony Cortes et Sébastien Leurquin mettent en parallèle cette forte hausse de la mortalité infantile avec l'importante vague de fermetures de maternités : depuis 1975, trois maternités sur quatre ont fermé en France.

---

**France.**

**Le recours au STO pour financer... leur guerre de classe.**

**Budget de la défense : la CPME propose de travailler 36 heures par semaine pour financer l'économie de guerre - 6Medias 11 mars 2025**

La CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) propose de passer de 35 à 36 heures de travail par semaine pour financer l'économie de guerre. Selon BFMTV, mardi 11 mars, l'organisation patronale assure que cette heure en plus permettrait aussi de financer les retraites.

Cela se traduirait par la suppression de six jours de RTT pour les cadres. De quoi résoudre le problème des retraites, de la défense, du pouvoir d'achat, toujours selon l'organisation patronale. Il semble tout de même difficile de faire passer une augmentation du temps de travail, surtout auprès des syndicats. Pour un responsable de la confédération, "*il n'y a pas de meilleur moyen pour augmenter la production, à l'heure où les usines d'armement doivent tourner à plein régime*".

## **Le colonialisme français en Algérie fut exemplaire... dans la barbarie !**

**L'usage d'armes chimiques pendant la guerre d'Algérie dévoilé pour la première fois par la chaîne suisse RTS - aa.com.tr 10.03.2025**

- Le film documentaire « *Algérie, sections armes spéciales* », réalisé par Claire Billet, révèle pour la première fois l'ampleur des dégâts causés par ces armes prohibées.

La chaîne suisse RTS a dévoilé, dimanche soir, l'usage par l'armée coloniale française de l'arme chimique prohibée contre des civils algériens, pendant l'occupation qui avait duré plus de 130 ans.

Il s'agit d'un documentaire de 53 minutes intitulé « *Algérie, sections armes spéciales* » qui révèle pour la première fois, depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, l'usage de ce type d'armes par la colonisation française.

Pourtant, la France était parmi les 135 Nation ayant signé le Protocole de Genève de 1925 contre ces armes.

Ce film révèle pour la première fois comment l'armée française a fait usage de gaz chimiques interdits durant la guerre d'Algérie.

*« Avec la torture et le déplacement des populations, la guerre chimique est le dernier élément d'une série de brèches dans les engagements internationaux de la France que celle-ci a bafoués pour mener sa guerre coloniale. De 1954 à 1959, la France coloniale n'a pas hésité à gazer, notamment dans les zones montagneuses difficiles d'accès, des populations sans défense »,* précise le documentaire.

Se basant sur les souvenirs et les archives personnelles de soldats français, de combattants ou de civils algériens, Claire Billet, la réalisatrice du film, a pu mettre au jour un dossier gardé secret pendant près de 70 ans.

La réalisatrice s'est appuyée aussi sur les travaux de l'historien Christophe Lafaye, engagé dans un mémoire d'habilitation de recherche consacré à ce sujet.

Ce dernier, en dépit de nombreux obstacles administratifs, a exhumé plusieurs documents qui décrivent comment la décision politique a été prise, en mars 1956, comme en atteste un courrier du commandant supérieur interarmées de la 10e région militaire (qui couvre l'Algérie) au secrétaire d'Etat aux Forces armées (terre), Maurice Bourgès-Maunoury, intitulé : « *Utilisation de moyens chimiques* ».

*« Le colonel des armes spéciales m'a rendu visite. Il m'a annoncé qu'il avait obtenu votre accord de principe relatif à l'utilisation des moyens chimiques en Algérie »,* écrivait alors l'officier français.

Le film documentaire revient aussi sur le compte-rendu d'une réunion tenue, en septembre 1956, à l'état-major des Armées qui atteste de l'existence « *d'une politique générale d'emploi des armes chimiques en Algérie* ».

Le but d'infecter les grottes où se refugiaient les « *insurgés* » - que les documents de l'époque qualifiaient de « *hors la loi* »-, était, selon le film, de faire prisonniers ou tuer leurs occupants, et les rendre impraticables.

Le documentaire rencontre aussi des survivants algériens de la grotte de Ghar Ouchettouh, dans les Aurès (est algérien), « *gazée le 22 mars 1959 avec près de 150 villageois à l'intérieur* ».

Selon Christophe Lafaye, « *8 000 à 10 000 gazages ont été conduits pendant toute la guerre* ». L'historien en a documenté 440, qu'il a fixés sur une carte.

« *L'inventaire complet reste à faire. Il a fallu attendre 1993 pour que la France vote l'interdiction définitive des armes chimiques et leur fabrication* », souligne aussi le film.

#### - Du Napalm

Outre les armes chimiques évoquées dans ce document, une autre arme, du Napalm, avait été utilisée en Algérie, selon l'historien français spécialiste de la guerre d'Algérie, Benjamin Stora.

Connue sous l'appellation de BS (Bidons spéciaux), cette arme, également interdite par les conventions de Genève signés par la France, précise l'historien, « *a largement été utilisée pendant la Guerre dans les zones montagneuses, faisant des centaines de victimes, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées* ».

Alors que les autorités françaises tenaient à démentir l'usage de BS, des témoignages français confirment ce que les maquisards algériens dénonçaient.

En 1959, Hubert Beuve-Méry, le directeur du journal *Le Monde*, a eu la certitude de l'usage de cette arme après s'être entretenu avec le successeur de Robert Lacoste en Algérie, Paul Delouvrier.

Largué par les airs, le Napalm enflamme immédiatement la surface sur laquelle il se répand, ce qui le rend particulièrement redoutable dans les régions boisées. Un caporal de l'armée coloniale française avait même décrit l'usage du Napalm au même journal.

« *Ayant participé à l'encerclement et à la réduction de la ferme où [les « rebelles »] étaient retranchés, je puis vous indiquer qu'ils ont, en réalité, été brûlés vifs, avec une dizaine de civils dont deux femmes et une fillette d'une dizaine d'années, par trois bombes au Napalm lancées par des appareils de l'aéronavale, non loin de Sétif, le 14 août 1959* », a-t-il témoigné.

Ces nouvelles révélations s'ajoutent ainsi aux crimes déjà connus et documentés commis par le colonialisme français en Algérie.

Dans son contentieux historique avec la France, l'Algérie réclame notamment la reconnaissance de « *l'utilisation de la torture* », « *des massacres des populations durant les 130 années de la colonisation* », « *la décontamination des zones où sont effectués les essais nucléaires* », ainsi que « *la restitution des archives algériennes* ».

J-C – Aujourd'hui, ce sont les mêmes ordures qui sont aux commandes suppôts de nazis !



## **Rififi entre les différents clans dominants de l'oligarchie qui s'affrontent publiquement.**

### **L'Élysée dément ces propos rapportés par le « JDD », en plein virage pro-russe des médias Bolloré - Le HuffPost 9 mars 2025**

J-C - En période de crise ouverte, chacun est obligé de monter au créneau pour défendre sa stratégie ou ses positions, et pour cela tous les coups tordus sont bons, y compris dévoiler ou révéler les intentions réelles de leurs adversaires, ainsi que les méthodes auxquels ils recourent pour parvenir à leurs fins, les déstabiliser de manière à les affaiblir et les empêcher de mettre en œuvre leur politique.

Le JDD est la propriété du milliardaire Bolloré. Le JDD est caractérisé d'extrême droite par Télérama.

Télérama est la propriété du Groupe Le Monde.

Le Groupe Le Monde est la propriété des milliardaires Xavier Niel et Matthieu Pigasse, entre autres.

Qui détient Le HuffPost auteur de cet article ? Le Groupe Le Monde actionnaire à hauteur de 85% depuis 2021.

L'objet de la polémique.

Bolloré appartient avec Trump au clan de l'oligarchie qui souhaite la fin rapide de la guerre en Ukraine, tandis que Xavier Niel et Matthieu Pigasse appartiennent au clan de l'oligarchie qui avec Macron souhaite la poursuite et l'extension de cette guerre.

Quand les tenants de la réaction s'écharpent, on compte les points.

Le JDD aurait osé dire tout haut ce qui se murmure tout bas dans toute la France, à savoir que Macron instrumentaliserait le conflit qui oppose l'OTAN et la Russie sur le champ de bataille de l'Ukraine pour faire croire abusivement aux Français que la Russie les menacerait, dans le but de créer un climat de psychose collective de manière à ce que la majorité de la population soutiennent sa politique militariste impérialiste ou le passage à une économie de guerre dans la perspective à terme d'une guerre avec la Russie, ce qui est tout à fait exact ou met à nue la propagande frauduleuse de Macron pour le compte du clan de l'oligarchie qui l'a mis en place.

Le HuffPost - La Une de l'hebdomadaire d'extrême droite ce dimanche 9 mars a fait tiquer nombre d'observateurs. « *La surenchère de la peur* », titre le Journal du Dimanche, reprenant le narratif du Kremlin, à savoir que la menace russe serait largement exagérée par Emmanuel Macron à des fins strictement nationales. Dès la première page, le ton est donné. Le HuffPost 9 mars 2025

J-C - Tout le reste de l'article était à l'avenant jusqu'à la dernière ligne.

<https://fr.news.yahoo.com/l-%C3%A9lys%C3%A9e-d%C3%A9ment-propos-rapport%C3%A9s-173737431.html>

## **En complément. Ce que Le HuffPost a omis de préciser dans son article.**

### **Ukraine: Macron "*inquiète excessivement*" les Français, critique Hervé Morin - AFP 9 mars 2025**

En offensive médiatique dans Le Journal du Dimanche, puis sur Cnews/Europe1, l'ancien ministre de la Défense du gouvernement Fillon (2007-2010) a fustigé l'attitude du chef de l'Etat face à Vladimir Poutine: "*est-ce qu'on a besoin d'être dans une provocation, d'être facteur d'escalade*", s'est-il interrogé sur le plateau du Grand rendez-vous.

Après l'allocution télévisée d'Emmanuel Macron mercredi soir, qui a décrit une "*menace russe*" qui "*nous touche*" avec une "*agressivité*" qui "*ne semble pas connaître de frontières*", M. Morin a déploré que le chef de l'Etat s'inscrive "*dans une provocation*" et soit "*facteur d'escalade*".

"*Notre rôle, c'est d'essayer de trouver les voies et moyens pour qu'on obtienne le plus rapidement possible un cessez-le-feu et un processus de paix. Est-ce qu'on obtient un processus de paix, un cessez-le-feu, en provoquant Poutine par les médias*", s'est-il demandé. "*Certainement pas*".

"*Et est-ce qu'on a besoin d'inquiéter excessivement nos compatriotes en leur disant grosso modo que la menace ultime aux frontières de la France c'est la Russie*", a-t-il insisté.

---

## **Quand l'AFP s'en prend à la santé mentale des enfants.**

### **Aux Etats-Unis, interdire le smartphone dans les écoles ne convainc pas tout le monde - AFP 9 mars 2025**

<https://fr.news.yahoo.com/etats-unis-interdire-smartphone-%C3%A9coles-062428891.html>

L'article commence par donner la parole à un élève qui s'élève évidemment contre cette interdiction

AFP - Sceptique, l'adolescent de 12 ans résume son verdict par un haussement d'épaules.

J-C - Systématiquement l'AFP va recourir de manière déguisée, au nom de la diversité des points de vue ou de la liberté d'expression, à des arguments destinés à contrarier cette interdiction.

AFP - Les partisans de ces interdictions estiment qu'elles permettent une meilleure concentration et sociabilisation des élèves. Mais d'autres craignent qu'elles ne les éloignent d'un monde numérique auquel ils doivent inévitablement se préparer.

J-C - L'AFP donne la parole à des enseignants ou associations fustigeant cette interdiction.

AFP - Keri Rodrigues, présidente d'une importante association de parents, estiment que "*la réponse n'est pas d'interdire et de faire l'autruche*". "*Ce n'est pas efficace, et franchement, c'est bête*", s'agace-t-elle.

J-C - Et le dernier paragraphe est du même tonneau que le premier en donnant la parole à une gosse, et la boucle est bouclée.

AFP - Au collège d'Alexandria, l'adolescent Hayden Jones confie que l'interdiction n'a pas changé la relation à son téléphone, l'utilisant toujours pour les jeux, les réseaux sociaux et les vidéos sur YouTube.

J-C – S'abrutissant toujours autant, un vrai bonheur pour l'AFP.

---

## **Ce serait les terroristes de l'OTAN qui auraient saboté les gazoducs Nord Stream.**

### **Du nouveau sur le sabotage de Nord Stream – immersion**

Une enquête inédite révèle de nouvelles preuves de l'implication potentielle de l'OTAN dans le sabotage du Nord Stream – soulignant le rôle occulté potentiellement joué par des sous-marins.

Les gazoducs Nord Stream font actuellement de nouveau la une des journaux. Après que des rumeurs de reprise des gazoducs par les États-Unis ont récemment fait sensation, le quotidien allemand Bild Zeitung a rapporté que l'Allemagne examine actuellement attentivement les moyens dont elle dispose pour faire obstacle à la relance du projet Nord Stream 2. Alors qu'on pensait que l'absurdité ne pouvait atteindre de nouveaux sommets, on continue de faire monter la pression.

Cependant, des résultats d'enquête très intéressants sur cet attentat sur les gazoducs pourraient apporter un nouvel éclairage sur le mode opératoire et les éventuels auteurs. Comme on pouvait s'y attendre, ils ne proviennent pas des instances officielles, mais d'un journaliste indépendant français.

<https://reseauinternational.net/du-nouveau-sur-le-sabotage-de-nord-stream-immersion/>

---

## **Palestine occupée.**

### **Israël cesse de fournir de l'électricité à Gaza - France 24 10 mars 2025**

Une semaine après le blocage de l'acheminement de l'aide humanitaire, Israël a annoncé dimanche qu'il cessait de fournir de l'électricité à Gaza. France 24 10 mars 2025

---

## **Guerre en Ukraine.**

### **Guerre en Ukraine : ce qu'il faut retenir des négociations entre les Etats-Unis et Kiev à Djeddah - franceinfo/AFP 11 mars 2025**

Des pourparlers décisifs. A l'issue de longues négociations entre Kiev et Washington, mardi 11 mars à Djeddah (Arabie saoudite), l'Ukraine a apporté son soutien à une proposition américaine pour un cessez-le-feu de 30 jours avec la Russie. En échange, les Etats-Unis ont annoncé la levée "immédiate" de la suspension de l'aide à Kiev et de l'échange de renseignements. Côté américain, le chef de la diplomatie Marco Rubio participait à ces discussions, ainsi que le ministre des Affaires étrangères Andriï Sybiga, côté ukrainien.

J-C – A mon avis ces conditions seront rejetées par la Russie, ou alors il y a une close secrète entre les Etats-Unis et la Russie.

---

**«L'Ukraine devra céder des territoires dans le cadre de tout accord de paix», déclare Marco Rubio - RT 11 mars 2025**

L'Ukraine devra faire des concessions territoriales dans le cadre de tout accord de paix avec la Russie, a averti le secrétaire d'État américain Marco Rubio, en route pour Djeddah, en Arabie saoudite, où il s'entretiendra avec des responsables ukrainiens.

*«Je pense que les deux parties doivent se rendre compte qu'il n'existe pas de solution militaire à cette situation. Les Russes ne peuvent pas conquérir toute l'Ukraine, et sans aucun doute, il sera très difficile à l'Ukraine de repousser les Russes là où ils se trouvaient en 2014 dans un délai raisonnable»,* a déclaré le secrétaire d'État à la presse.

Rubio a souligné que les discussions avec la délégation ukrainienne à Djeddah devraient avoir pour résultat la détermination de l'Ukraine à prendre des mesures difficiles pour mettre fin à ce conflit ou du moins à le suspendre d'une manière ou d'une autre.

---

**Guerre en Ukraine : Kiev pourra continuer à utiliser les satellites Starlink, promet Elon Musk - franceinfo/AFP 9 mars 2025**

Le multimilliardaire Elon Musk a promis dimanche 9 mars de maintenir l'accès ukrainien à son réseau de satellites Starlink.

Depuis l'affrontement verbal entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche fin février, les Américains ont suspendu l'aide militaire cruciale qu'ils apportent à Kiev.

Marco Rubio : *"Je veux simplement dire que sans Starlink, les réseaux ukrainiens s'effondreraient puisque les Russes peuvent brouiller tous les autres canaux de communication",* a ajouté Elon Musk. franceinfo/AFP 9 mars 2025

---

**Etats-Unis.**

**Totalitarisme. La conception de la liberté d'expression des libertariens à l'épreuve.**

**Un leader des manifestations étudiantes contre la guerre à Gaza arrêté aux Etats-Unis, Donald Trump affirme qu'"il y en aura beaucoup d'autres" - franceinfo/AFP 10 mars 2025**

---

**Casino : Faites vos jeux, rien ne va plus...**

**Wall Street subit sa plus lourde chute depuis trois ans, 1 700 milliards de dollars de capitalisation boursière perdus - RT 11 mars 2025**

Lundi 10 mars 2025, la Bourse de New York a connu sa pire séance depuis trois ans, avec des pertes d'une ampleur considérable. Le Dow Jones a reculé de 2,08 %, soit une chute de 890 points, tandis que le S&P 500 a perdu 2,70 %. L'indice Nasdaq, fortement exposé aux valeurs technologiques, a plongé de 4 %, enregistrant ainsi sa plus forte baisse depuis 2022. Cet effondrement a conduit à l'évaporation de plus de 1 700 milliards de dollars de capitalisation boursière en une seule journée.

Les grandes entreprises du secteur technologique ont été particulièrement touchées par cette vague de ventes massives. Tesla a chuté de 15,43 %, poursuivant une tendance baissière qui l'a vue perdre 55 % de sa valeur en deux mois et demi. Nvidia a également enregistré une forte baisse, avec une perte de 30 % de sa capitalisation depuis l'investiture de Donald Trump, dont encore 5,07 % lundi. Apple, Alphabet, Microsoft, Meta et Amazon ont aussi subi des reculs notables, confirmant que le secteur technologique a été le plus affecté par cette panique boursière.

J-C – Du vent, toutes ces valeurs sont encore surcotées, ils s'en remettent ! Qui a revendu quoi, les 2682 milliardaires que compte le monde, dont 835 sont américains, les 58 millionnaires dans le monde, dont 22 millions d'Américains...

---

### **Voilà, ça c'est du concret.**

#### **Les États-Unis renforcent leur influence sur le marché mondial de l'armement - RT 11 mars 2025**

Le 10 mars, le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) a publié son rapport analytique annuel sur les exportations d'armes. L'Institut a analysé les données de 64 pays qui exportent des armes clés (avions de combat, navires de guerre, systèmes de défense aérienne, chars et véhicules d'appui au combat, artillerie).

Parmi les cinq premiers pays exportateurs d'armes au cours des cinq dernières années, on trouve les États-Unis, dont la part dans les exportations mondiales d'armes est passée à 43%, la France et la Russie. L'Ukraine est devenue le plus grand importateur d'armes. Il convient également de noter que les exportations de la Russie ont chuté de 64%.

*«Les États-Unis sont dans une position unique en matière d'exportations d'armement. À 43%, leur part des exportations mondiales est plus de quatre fois supérieure à celle du deuxième plus grand exportateur, la France. Les États-Unis continuent d'être un fournisseur de choix pour les capacités avancées de frappe à longue portée comme les avions de combat», a déclaré Mathew George, directeur du programme Transferts d'armes du Sipri.*

En 2021, le directeur général de Rostec, Sergueï Tchemezov, a critiqué la méthode de calcul du SIPRI pour les entreprises du secteur de la défense.

*«Nous ne publions pas ces données, comme d'autres pays, tels que la Chine, elles ne sont pas de source ouverte. D'où les obtiennent-ils ? Ce sont des estimations au doigt mouillé», a-t-il déclaré.*

---

### **Poker menteur et jeu de con.**

**Donald Trump annonce de nouveaux droits de douane contre le Canada et menace de mettre son industrie automobile "à l'arrêt" - francetvinfo.fr 11 mars 2025**

**Quelques heures plus tard.**

**Donald Trump renonce finalement à doubler les droits de douane sur l'acier et l'aluminium canadiens - francetvinfo.fr 11 mars 2025**

---

**Apprenez-leur le caniveau !**

**Le ministère américain de l'Education licencie près de la moitié de son personnel - AFP 12 mars 2025**

Le ministère américain de l'Education a annoncé mardi le licenciement de près de la moitié de son personnel, une première étape avant un démantèlement complet de ce ministère, honni par Donald Trump et les conservateurs.

Le président américain, qui s'est lancé dans une vaste entreprise de réduction des effectifs de l'Etat fédéral, n'a jamais fait mystère de sa volonté de supprimer cet organisme, accusé de promouvoir des idées progressistes.

Le ministère a précisé dans un communiqué que ses effectifs passeront d'un peu plus de 4.100 à environ 2.200.

Interrogée sur Fox News pour savoir si ces licenciements représentaient une première étape avant un démantèlement complet, la ministre de l'Education Linda McMahon a répondu "oui".

*"Il est clair que nous ne supprimons pas l'éducation", a-t-elle toutefois insisté, expliquant que le président souhaitait seulement "supprimer la bureaucratie de l'éducation".*

Près de 600 employés avaient accepté selon le ministère de partir ces dernières semaines dans le cadre d'un plan de réduction des effectifs de l'Etat fédéral, piloté par le milliardaire Elon Musk, allié de Donald Trump.

1.300 autres seront placés en congé administratif à compter du 21 mars, a-t-il précisé dans un communiqué.

*"Toutes les divisions du ministère sont touchées par cette réduction, certaines nécessitant une réorganisation importante pour mieux servir les étudiants, les parents, les éducateurs et les contribuables", a-t-il ajouté, affirmant toutefois que les programmes supervisés par le ministère, notamment les prêts étudiants, ne seraient pas affectés.*

Mme McMahon a affirmé dans un autre entretien à la chaîne Newsmax que la restructuration du ministère permettrait d'économiser 500 millions de dollars par an.

Donald Trump avait promis lors de sa campagne présidentielle qu'il se débarrasserait de ce ministère pour transférer ses attributions aux Etats américains, lesquels ont déjà l'essentiel des compétences en la matière.

Créé en 1979 sous la présidence de Jimmy Carter, le ministère de l'Education ne peut pas être complètement démantelé sans l'adoption d'une loi nécessitant 60 votes au Sénat, où les républicains disposent actuellement de 53 sièges.

L'Etat fédéral joue un rôle limité dans le financement et l'organisation de l'éducation aux Etats-Unis.

Mais les subventions fédérales sont inestimables pour les écoles situées dans des zones défavorisées sur le plan économique et social, ainsi que pour les élèves ayant des troubles de l'apprentissage.

La suppression potentielle du ministère de l'Education suscite la colère de syndicats d'enseignants ainsi que de nombreux parents qui y voient une attaque inédite contre l'enseignement public, doublée d'une entreprise de promotion des idées conservatrices.

J-C – Ils ne pourront jamais supprimer totalement l'école publique, mais son niveau et ses moyens d'enseignement seront misérables, c'est le cas en Inde...

---

### **L'administration américaine condamne les massacres en Syrie - RT10 mars 2025**

*«Les États-Unis condamnent les terroristes islamistes radicaux, notamment les djihadistes étrangers, qui ont assassiné des personnes dans l'ouest de la Syrie ces derniers jours»,* a lancé sur la plateforme X Marco Rubio, secrétaire d'État des États-Unis.

*«Les États-Unis se tiennent aux côtés des minorités religieuses et ethniques de Syrie, notamment des communautés chrétienne, druze, alaouite et kurde, et présentent leurs condoléances aux victimes et à leurs familles»,* a-t-il ajouté avant de préciser que *«les autorités intérimaires syriennes doivent demander des comptes aux auteurs de ces massacres contre les communautés minoritaires du pays»*.

De son côté, l'État hébreu a commenté les événements en Syrie par l'intermédiaire de son chef de la diplomatie. Gideon Saar a exhorté l'Europe, dans une interview publiée dimanche, à *«cesser d'accorder une légitimité»* au pouvoir de transition syrien après des violences qui, selon une ONG, ont tué de centaines de civils. *«L'Europe ne doit pas fermer les yeux sur la réalité»,* a déclaré le ministre israélien des Affaires étrangères. *«Elle doit se réveiller. Elle doit cesser d'accorder une légitimité à un régime dont les premières actions - sans surprise compte tenu de son passé terroriste bien connu - sont ces atrocités»,* a-t-il dit.

J-C – Ce qui pourrait valoir pour le régime sioniste en place en Palestine occupée, qui en connaît un rayon en matière d'atrocités. Cela dit, on assiste à une guerre pour le contrôle de la Syrie entre la Turquie et Israël et les Etats-Unis, dont la population civile syrienne est l'otage et la principale victime...

---

### **L'UE et son bras armé l'Organisation Terroriste de l'Atlantique Nord à l'œuvre.**

**En Slovaquie, la fronde populaire continue contre le Premier ministre Robert Fico - euronews/ AP 8 mars 2025**

Des milliers de Slovaques sont redescendus dans la rue vendredi pour participer à une manifestation contre les politiques pro-russes du Premier ministre populiste Robert Fico.

---

### **Présidentielle en Roumanie : l'appel du candidat d'extrême droite Calin Georgescu définitivement rejeté - francetvinfo.fr 11 mars 2025**

La Cour constitutionnelle roumaine a rejeté mardi 11 mars l'appel du candidat d'extrême droite à la présidentielle Calin Georgescu, qui est donc définitivement exclu de la course, ont rapporté des médias à Bucarest. L'instance a pris cette décision "*à l'unanimité*" sans en détailler les raisons. "*Aujourd'hui les maîtres ont décidé : pas d'égalité, pas de liberté, pas de fraternité pour les Roumains*", a réagi l'ex-haut fonctionnaire de 62 ans sur X (Nouvelle fenêtre), blâmant de nouveau Bruxelles pour ce qu'il avait qualifié auparavant de "*coup d'État*".

#### **Un internaute :**

- Quand des "*soupçons*" d'irrégularité sans preuve ni condamnation suffisent à exclure le candidat qui avait gagné le premier tour de la présidentielle avec "*seulement*" 23% des suffrages, et qui recueille maintenant 41,1% au dernier sondage, loin devant le second à 18,5% et le 3ème à 12,4%, et ce alors que les soi-disant influences externes ne sont plus possibles depuis leur "*révélation*", ça veut dire que les roumains ne sont pas dupes.

---

### **Hongrie : les livraisons de pétrole à la Hongrie sont interrompues après l'attaque par l'Ukraine de l'oléoduc Droujba - RT 11 mars 2025**

Les livraisons de pétrole de la Russie à la Hongrie ont été suspendues en raison d'une attaque de drone des forces armées ukrainiennes contre une station de l'oléoduc Droujba, a déclaré le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Peter Szijjarto, après un entretien téléphonique avec le vice-premier ministre russe Alexandre Novak le 11 mars. Il a indiqué que cet oléoduc est «*crucial*» pour la Hongrie et que si son fonctionnement était perturbé, il serait «*presque impossible*» de fournir du pétrole à la Hongrie et à la Slovaquie.

Peter Szijjarto a également ajouté que la Hongrie considérait l'attaque de l'Ukraine contre des infrastructures essentielles à l'approvisionnement énergétique de la Hongrie comme une atteinte à sa souveraineté. «*L'approvisionnement énergétique de la Hongrie est une question de souveraineté et nous attendons que tout le monde la respecte*», a-t-il ajouté, soulignant que Budapest considère les attaques contre les infrastructures critiques pour la sécurité énergétique comme inacceptables.

Le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a également précisé que des travaux de réparation sont en cours sur le lieu de l'attaque. D'après lui, les livraisons de pétrole pourraient reprendre dans la soirée du 11 mars.



## Canada.

### **Au Canada, Mark Carney remplace Justin Trudeau au poste de Premier ministre, on vous le présente - Le HuffPost 10 mars 2025**

Le parti libéral au pouvoir a choisi ce dimanche 9 mars un ancien banquier central, novice en politique, pour devenir le nouveau Premier ministre. À ce poste, Mark Carney, 59 ans, devra notamment faire face à Donald Trump et ses menaces. Surtout, il devra mener la bataille des élections législatives en octobre prochain.

Donné largement favori du scrutin qui s'est terminé ce dimanche soir, il a devancé ses adversaires en obtenant 85,9% du vote des militants, a annoncé Sachit Mehra, le président du parti libéral.

Mark Carney est un économiste sorti à la fois de Harvard aux États-Unis et d'Oxford au Royaume-Uni et a lancé sa campagne à Edmonton, dans l'Alberta où il a grandi. Catholique pratiquant, il est très respecté dans le milieu financier. Il a été à la tête de la Banque du Canada pendant la crise financière de 2008, puis a piloté celle d'Angleterre. C'était d'ailleurs une première pour un étranger, au moment du Brexit, de 2013 à 2020, soulignent *Les Échos*.

« *C'est un peu un Mario Draghi canadien* », estime Robert Asselin, ancien directeur de cabinet du ministre des Finances Bill Morneau (2015-2017, aux débuts de Justin Trudeau), cité par Libération. Et d'ajouter : « *C'est un technocrate accompli, qui a une aura dans les milieux économiques* ».

Le quotidien précise que Mark Carney a justement succédé à l'Italien comme président du Conseil de stabilité financière entre 2011 et 2018, un groupement économique fondé par le G20 après la crise économique.

Il s'est présenté comme un outsider qui ne vient pas du moule politique, promettant de remettre l'économie canadienne « *sur les rails* » et de se battre contre la volonté du futur président Trump d'augmenter de 25 % les droits de douane.

C'est ce message d'homme d'expérience habitué à gérer des crises, martelé tout au long de sa campagne, qui semble avoir porté ses fruits au moment où le pays est bouleversé par une crise historique avec son puissant voisin.

---

### **Mark Carney : La superstar des technocrates et l'éco-guerrier prend la barre du Canada par Matthew Ehret**

En septembre 2024, j'ai publié un article intitulé « *L'éco-guerrier Mark Carney : Préparé pour remplacer Trudeau et inaugurer la Grande Réinitialisation* ».

Maintenant que Carney a été officiellement installé comme Premier ministre intérimaire du Canada, j'aimerais développer un peu cette thèse et expliquer comment la décision de remplacer Justin Trudeau par un technocrate beaucoup plus vicieux ne peut être comprise qu'en 1) reconnaissant l'effondrement systémique actuellement en jeu, et 2) le rôle historique de l'Empire britannique dans l'utilisation du Canada comme une arme contre les Canadiens, et en particulier les Américains, depuis plus de deux siècles.

<https://reseauinternational.net/mark-carney-la-superstar-des-technocrates-et-leco-guerrier-prend-la-barre-du-canada/>

---

## **Portugal.**

### **Portugal: le gouvernement de centre-droit tombe après le refus des députés de lui accorder la confiance - AFP 11 mars 2025**

Empêtré dans une polémique sur un possible conflit d'intérêts, le Premier ministre portugais de droite modérée Luis Montenegro est démissionnaire après le refus des députés mardi de lui accorder la confiance, un vote qui pourrait ouvrir la voie à des élections anticipées.

Au cœur de la polémique: une entreprise de prestation de services détenue par sa femme et ses enfants ayant des contrats avec plusieurs sociétés privées, parmi lesquelles un groupe dont l'activité est soumise à des concessions accordées par l'État

Le rejet de la confiance par le Parlement, où le gouvernement ne disposait pas de la majorité absolue, pourrait ouvrir la voie à des élections législatives anticipées, les troisièmes depuis début 2022.

Il revient au président, le conservateur Marcelo Rebelo de Sousa, de décider de dissoudre ou non le Parlement.

---

## **Un brouillon de rubrique économique**

### **Donald Trump gère-t-il le possible effondrement de « l'empire américain » ? par Thierry Meyssan - voltairenet.org 11 mars 2025**

<https://www.voltairenet.org/article221901.html>

Certains arguments avancés sont contestables ou bidons.

TM- Washington et Moscou sont déjà convenus d'un accord de paix.

J-C - Meyssan n'en sait rien en fait, il s'avance un peu trop comme souvent.

TM - Il est possible que les sommets diplomatiques cachent un autre enjeu : la prévention d'une crise économique majeure en Occident.

J-C - Une crise économique majeure mondiale.

TM - Dans ce cas, Washington doit terroriser ses alliés pour les contraindre à éponger ses dettes.

J-C - Il n'a pas compris que c'était un prétexte, car les Américains se foutent éperdument de leurs dettes qu'ils ne rembourseront jamais ou qui au contraire ne cesse d'enfler démesurément.

TM - Si certains créanciers des États-Unis, principalement la Chine et l'Arabie saoudite, demandaient à être remboursés, une gigantesque crise économique surviendrait comme en 1929.

### **J-C - Qu'en est-il vraiment ?**

- Si le monde financier scrute avec autant d'attention les évolutions des bons du Trésor, c'est qu'ils sont bien plus qu'un instrument de dette du gouvernement américain. Ils constituent l'un des piliers du système financier international.

Depuis les années 1970, et la fin de Bretton Woods, ils sont le canal privilégié pour recycler les excédents commerciaux et financiers mondiaux. La Chine, le Japon, l'Arabie saoudite, qui ont dégagé d'immenses excédents commerciaux au cours des dernières décennies, figurent parmi les grands possesseurs de dettes américaines.

Mais leur influence va bien au-delà. Car les bons du Trésor américain sont un peu le mètre étalon de tous les actifs financiers. Considérés comme une valeur refuge, ils servent de référence à tous les autres titres de dette. Prêts aux entreprises, prêts hypothécaires, prêts à la consommation mais aussi autres dettes souveraines, tous s'établissent en fonction de la dette américaine. (CADTM - 29 novembre 2023)

- Malgré une chute de 12 points entre 1999 et 2021, la part du dollar américain dans les avoirs officiels des banques centrales mondiales demeure assez stable, autour de 58-59 %.

- Au 4ème trimestre 2023, selon le FMI, 23% de la dette négociable des États-Unis était détenue par des investisseurs non-résidents. Et cette part diminue continuellement depuis 2010, où elle se situait à 33%.

(Source : <https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/comparaison-de-la-detention-des-dettes-souveraines-par-des-etrangers>)

- Fin avril 2024, la dette publique américaine totale s'élevait à 34 700 milliards de dollars, soit 125% du PIB. Sur ces 34 700 milliards, 8 000 (23% du total) étaient détenus par des non-résidents, dont 767 milliards par des investisseurs chinois. Entre 2016 et 2023, la Chine a revendu 600 milliards de dollars des obligations américaines.

On remarque tout d'abord qu'une grande partie de la dette publique américaine est détenue par le Japon (15%) et la Chine (9%), qui sont les deux premiers détenteurs étrangers. Or, mis en relation avec le total de la dette américaine, c'est-à-dire en rajoutant la part détenue par les créanciers résidents, cette part est fortement réduite, du fait du poids important des détenteurs résidents (53%). Ainsi, seulement 4% est détenu par le Japon et 2% par la Chine (2,8% en incluant Hong Kong). Or, elle était de 7,2% (7,8% avec Hong Kong) il y a dix ans, et a donc largement diminué.

La détention par la Chine d'un stock important de bons du Trésor américain est souvent présentée comme une arme stratégique que le pays pourrait utiliser contre les États-Unis en cas d'aggravation des tensions entre les deux pays, avec la rhétorique suivante : en vendant massivement les

obligations américaines qu'elle détient, la Chine aurait la capacité de déstabiliser le marché américain et de provoquer une crise de la dette aux États-Unis.

Ce scénario doit pourtant être largement nuancé. D'une part, si la part de la dette américaine détenue par la Chine était conséquente il y a dix ans, cette dernière a largement régressé, notamment parce que les États-Unis se financent plus sur leur marché domestique et que des acteurs traditionnels (en particulier européens) ont réinvesti dans la dette américaine, en profitant d'une hausse de sa rentabilité. Ensuite, parce que les bons du Trésor américain demeurent une catégorie unique dans l'univers des investisseurs, comme actifs extrêmement liquides et sûrs, et qu'aucun autre ne peut pour l'instant remplacer. S'ils choisissaient de vendre leurs bons du Trésor, les autorités chinoises seraient donc confrontées à un nouveau dilemme : sur quel(s) actif(s) réinvestir les fonds obtenus, de manière à obtenir le même arbitrage risque/rendement ?

(Source : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/previewPDF/180930>)

<https://etudes-economiques.credit-agricole.com/previewPDF/181553>

- Il faut analyser les objectifs de la politique américaine dans le mandat de Trump et pour ce faire il faut faire un pas plus loin en arrière et remonter aux années soixante et au dilemme de Triffin. Robert Triffin dans *Gold and the Dollar Crisis : The Future of Convertibility* (1960) soutenait que les banques centrales devaient accumuler des créances sur les États-Unis pour soutenir leur croissance monétaire, mais ces créances dépassant le stock d'or américain faisaient remonter les taux d'intérêt américains.

Une interprétation post Bretton-Woods de Triffin affirme que les pays dont la monnaie est une monnaie de réserve internationale doivent nécessairement être en déficit commercial car ils exportent des actifs de réserve pour que les agents économiques non-résidents détiennent sa monnaie à la fois en tant qu'instrument qui facilite les échanges, mais aussi en tant qu'instrument d'épargne. Et quand les pays-clés sont en position de monopole ou de quasi-monopole, ils ont tendance, avec le temps, à tirer parti de la forte dépendance des autres pays à l'égard de leur monnaie.

Ce « *privilège exorbitant* », leur permet de mettre en place des politiques incitatives d'absorption des chocs (par exemple, le financement d'une guerre ou son évitement par une politique de sanction fondée sur le rôle de la devise dans les échanges) ou des modèles de croissance (fondés par exemple sur la surconsommation) qui ne sont viables à long terme que si leurs propres actifs liquides et sûrs font l'objet d'une demande inconditionnelle de la part du reste du monde. Mais cette demande a aussi des conséquences néfastes car elle apprécie la devise. Cela peut un jour ou l'autre devenir un réel dilemme, car si la part dans le PIB mondial du pays dominant se réduit, il devra maintenir un déficit de balance courante plus élevé pour continuer à financer le commerce mondial et à attirer l'épargne globale. Il y aurait donc un arbitrage clair entre compétitivité à l'exportation et avantages géopolitiques de la devise de réserve mondiale et de l'extraterritorialité financière.

Comment donc affaiblir le dollar pour soulager la balance commerciale tout en maintenant l'incitation des pays partenaires à détenir leurs réserves ? La réponse de l'administration Trump semble être la suivante : les obliger à accepter. Et tous les moyens sont bons : de la menace sur la garantie de défense américaine, à l'imposition de droits de douane, il n'y a pas de ségrégation des instruments, tous servent le dessein du maintien de la puissance. C'est bien là l'esprit des Accords de Mar-a-Lago portés par Stephen Miran, fraîchement nommé au Conseil des experts économiques

: faire accepter une dépréciation du dollar et/ou obliger les partenaires à détenir des bons du Trésor de maturité à cent ans et à faible taux.

- Si la Chine (ou toute autre nation qui a un excédent commercial avec les États-Unis) cesse d'acheter des bons du Trésor américain ou commence même à se débarrasser de ses réserves de change américaines, son excédent commercial deviendrait un déficit commercial — quelque chose qu'aucune économie orientée vers l'exportation ne souhaiterait, car elle s'en trouverait plus mal lotie.

- La Chine achète des bons américains (libellés en dollars) afin de renforcer le dollar par rapport au yuan, puisqu'un yuan maintenu artificiellement bas favorise les exportations chinoises et les rend comparativement moins chères que les exportations américaines

---

**Lu.**

**Un amuse-gueule, un piège à rat ou à con.**

- En exigeant que l'Ukraine cède aux États-Unis un droit exclusif sur les ressources et les infrastructures du pays, pour un montant de 500 milliards de dollars, Trump a formulé crûment ce qui était un des enjeux de la guerre : le partage des richesses de l'Ukraine entre capitalistes américains et oligarques russes.

J-C - 500 milliards de dollars, cela représente quoi :

La dette américaine dépasse les 36 000 milliards de dollars

Les intérêts de la dette américaine se montaient à USD 881 milliards en 2024, soit une charge de USD 100 millions par heure !

Fin 2023, la dette des ménages atteignait 17.500 milliards de dollars

Au 1er juillet 2024, l'encours de la dette des entreprises aux États-Unis était principalement composé de titres de qualité investissement, plutôt que de titres de qualité spéculative. Sur les 11,9 billions de dollars américains d'encours de dette des entreprises américaines notées, un peu moins de 3,2 billions étaient classés dans la catégorie spéculative. Environ 74 % du total de la dette notée était émise par des sociétés non financières.

Selon les données annuelles publiées mercredi 5 février par le département du Commerce américain, le déficit des États-Unis avec le reste du monde a atteint près de 920 milliards de dollars en 2024, et plus de 1 200 milliards pour les biens. Trump devrait s'appuyer sur ces chiffres pour légitimer l'utilisation de tarifs douaniers comme un outil de rééquilibrage des relations commerciales américaines. legrandcontinent.eu 6 févr. 2025

Avec un PIB de plus de 29 000 milliards de dollars en 2024, les États-Unis représentent 27 % du PIB mondial, estimé à environ 109 000 milliards de dollars.

L'Empire aux pieds d'argile : la faille économique du projet de Donald Trump

Les États-Unis sont contraints de trouver chaque année des acheteurs pour au moins 2 000 milliards de dollars supplémentaires en bons du Trésor — soit un montant légèrement inférieur au PIB italien — qu'ils doivent placer sur les marchés tout en espérant ne pas avoir à augmenter les taux d'intérêt offerts pour attirer les investisseurs. Une telle hausse pourrait déclencher une spirale récessive pour les États-Unis et s'avérer financièrement insoutenable à moyen et long terme.

En quoi cette fragilité est-elle propre à l'administration Trump ?

Donald Trump a fait campagne et a réussi à consolider autour de lui une grande partie de la finance et du business sur une promesse : confirmer en 2026 les baisses d'impôts pour les entreprises déjà instaurées lors de son premier mandat (de 35 % à 21 %) et les réduire encore jusqu'à 15 %.

S'il ne parvenait pas à contenir la dynamique et le poids de la dette publique et à en assurer le financement sans difficultés, il risquerait de perdre le soutien d'une partie cruciale de son électorat à la veille des élections de mi-mandat.

En quoi cela concerne-t-il les Européens ?

Nous, Européens, entrons en jeu de deux manières.

Tout d'abord, brandir la menace de droits de douane punitifs est, pour Trump et son équipe, un moyen d'essayer de forcer d'autres pays à acheter et à détenir davantage de titres américains ; ainsi, les États-Unis pourraient financer leur déficit public croissant tout en maintenant les taux d'intérêt sur la dette sous contrôle. Les pays tiers ne pourraient éviter les droits de douane que s'ils s'engageaient à réévaluer leur monnaie par rapport au dollar et, en même temps, à investir dans de nouveaux titres de dette publique américaine à long terme, avec des échéances pouvant aller jusqu'à cent ans.

Trump cherche à placer l'Europe face à une alternative brutale : acheter davantage de dette américaine au fur et à mesure de son émission — et ce malgré des rendements faibles — ou risquer de perdre l'accès au marché des consommateurs américains et à ce qu'il reste du parapluie sécuritaire du Pentagone.

Sur quoi fondez-vous votre argument ?

On trouve tout dans les décrets et les déclarations officielles de l'administration américaine de ce premier mois. Il faut relier les points pour comprendre la logique sous-jacente au trumpisme : sa propre vulnérabilité pousse Trump à s'attaquer à la souveraineté européenne.

Le problème de Trump est que le déficit fédéral américain est d'une ampleur telle qu'il génère un besoin de financement excessif non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour le reste du monde. Selon les données de la Federal Reserve de Saint-Louis, le déficit du gouvernement en 2024 s'élève à 6,3 % du produit intérieur brut (PIB), tandis que la dette atteint 120,7 % du PIB. Ces deux indicateurs devraient continuer à croître dans les années à venir, d'autant plus rapidement si Trump confirme et renforce les réductions fiscales arrivant à échéance en 2026.

Mais ce qui rend la situation américaine unique, c'est la taille de son économie : avec un PIB de plus de 29 000 milliards de dollars en 2024, les États-Unis représentent 27 % du PIB mondial, estimé à environ 109 000 milliards de dollars.

Le besoin de financement du déficit américain — et donc le volume de titres supplémentaires que le Trésor de Washington doit placer chaque année auprès des investisseurs publics et privés — est d'une ampleur inédite à l'échelle mondiale. Selon les données officielles, 1 958 milliards de dollars de nouvelles émissions nettes sont prévues en 2024, soit 1,8 % du PIB mondial. Et ce chiffre ne prend en compte que les nouvelles émissions nettes, qui viennent s'ajouter aux 40 000 milliards de dollars de dette — soit près de la moitié du PIB mondial — déjà présents dans les portefeuilles des investisseurs privés, des fonds, des banques et des banques centrales du monde entier. Cette dette doit être en partie renouvelée chaque année. Ce total inclut également la dette d'agences garanties par le gouvernement, telles que Fannie Mae et Freddie Mac.

Ces 2 000 milliards de dollars supplémentaires que le Trésor américain doit attirer chaque année auprès de nouveaux investisseurs viennent s'ajouter à la dette des agences semi-publics et aux plans de réductions fiscales, qui coûteront encore des centaines de milliards de dollars par an. En somme, le gouvernement américain doit prélever près de 3 000 milliards de dollars supplémentaires chaque année sur le marché mondial et auprès des banques centrales des autres pays. Et il doit le faire sans que les taux d'intérêt augmentent. Si les taux venaient à grimper, le coût de la dette publique et privée aux États-Unis deviendrait insoutenable, exposant le pays à une grave récession, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour le dollar, son statut de monnaie de réserve mondiale, ainsi que pour un marché boursier de Wall Street déjà fragile et déséquilibré.

Mais émettre chaque année 3 000 milliards de dollars en titres publics et semi-publics n'est pas anodin. Ce montant est quasiment équivalent à la croissance économique nette mondiale annuelle, estimée à environ 3 %. Cela signifie que presque tous les nouveaux flux d'épargne des pays du monde entier devraient être détournés vers le financement du déficit américain.

Est-ce la condition pour financer la réduction des impôts ?

C'est en effet une condition nécessaire : Trump ne peut réduire davantage les impôts des multinationales américaines et des grandes fortunes sans parvenir à rediriger ces flux vers les États-Unis. Comme on le sait, les personnes les plus riches du monde — Elon Musk, Mark Zuckerberg (Meta-Facebook), Jeff Bezos (Amazon) — ne paient pratiquement pas d'impôts sur leurs revenus personnels, et leurs entreprises en paient relativement peu. Pire encore, Trump exerce déjà des pressions sur les pays européens pour qu'ils renoncent aux accords internationaux négociés au sein de l'OCDE visant à augmenter la taxation des grandes entreprises technologiques américaines.

Une question purement géopolitique se pose à ce stade : la Chine ne peut-elle pas faire dérailler ce processus ?

Absolument. On peut d'ailleurs se poser la question : Est-il crédible que la Chine continue à financer le nouveau et croissant déficit public de son grand rival — alors que Pékin détient déjà près de 800 milliards de dollars en titres américains — lui permettant ainsi de vivre au-dessus de ses moyens tout en renforçant sa propre défense ?

Mais cette question ne concerne pas uniquement la Chine. Elle se pose également aux grands détenteurs de dette américaine, comme le Japon — qui détient déjà au moins 1 100 milliards de dollars de dette américaine — ou l'Union européenne.

Pourquoi financer le déficit américain au risque de subir les conséquences d'une probable dévaluation future du dollar due aux déséquilibres financiers des États-Unis ?

C'est bien la question. Mais cela va encore plus loin car l'administration américaine souhaiterait également que les autres pays acceptent une dévaluation compétitive contrôlée du dollar. Or, aucune des grandes banques centrales mondiales ne souhaite, à ce stade, accroître significativement son exposition nette à la dette américaine. Du moins, pas volontairement. C'est là qu'intervient la stratégie de coercition de Trump et de son administration pour les y contraindre.

Pensez-vous qu'il s'agit d'un positionnement réfléchi au sein de l'administration Trump ?

Oui et je pense même que le Grand Continent pourrait la baptiser « doctrine Miran », du nom de la personne qui a été appelée à la systématiser. C'est en effet ce qu'écrit le nouveau président du Council of Economic Advisors de la Maison-Blanche, Stephen Miran, l'un des hommes les plus proches du président et l'un des plus influents dans la stratégie des droits de douane.

Titulaire d'un doctorat à Harvard, Miran a fait carrière comme grand investisseur chez Hudson Bay Capital, et est proche du secrétaire au Trésor Scott Bessent. Après la victoire de Trump en novembre, Miran a publié un long document stratégique pour la nouvelle administration 1. Il y expose un problème complexe, en forme de trilemme. Il s'agit de concilier trois objectifs difficiles à atteindre simultanément : d'abord trouver des financements pour près de 5 000 milliards de dollars de nouvelle dette supplémentaire due aux baisses d'impôts au cours des dix prochaines années, en plus des 2 000 milliards supplémentaires par an déjà prévus. Par la suite dévaluer le dollar afin que les États-Unis puissent exporter davantage et importer moins. Enfin maintenir des rendements bas sur la dette américaine, afin de préserver des taux d'intérêt modérés et garantir le statut du dollar en tant que monnaie de réserve dominante dans le monde.

Pourquoi s'agit-il d'un trilemme et quelle est la contradiction ?

D'un point de vue strictement économique, à terme, les investisseurs étrangers pourraient accepter d'acheter de la dette américaine en dollars, malgré le risque de dévaluation et le financement du gigantesque déficit fédéral, uniquement à des taux d'intérêt plus élevés.

C'est là qu'entre en jeu une logique géopolitique impériale ?

Miran résout ce problème en menaçant d'autres pays. Il écrit : « *Il est plus facile d'imaginer qu'après une série de droits de douane punitifs, des partenaires commerciaux comme l'Europe et la Chine deviennent plus enclins à accepter un certain type d'accord monétaire en échange d'une réduction des tarifs.* » Et encore : « *Tout accord devrait inclure un engagement sur les échéances* », c'est-à-dire que les gouvernements et banques centrales étrangers devraient accepter d'acheter des titres américains à long terme, plus instables et risqués. Miran propose des obligations d'une durée d'un siècle, à des taux faibles, comme condition pour éviter les guerres commerciales de Trump et le retrait de la protection militaire américaine.

Miran parle même de « zones de sécurité », où les pays concernés devraient financer leur appartenance en achetant des obligations du Trésor américain : « *Si vous ne remplacez pas vos obligations à court terme par des obligations à très long terme, les droits de douane vous excluront du marché.* » Il insiste sur l'obligation imposée à l'Europe et à la Chine d'acheter des obligations américaines à long terme, expliquant que cela permet de « *transférer le risque de la dette des États-Unis du contribuable américain vers les contribuables étrangers* », maintenant ainsi les taux d'intérêt bas sur le marché américain. Et il ajoute : « *Comment les États-Unis peuvent-ils forcer leurs partenaires à accepter un tel accord ? D'abord, par la menace des tarifs douaniers. Enfin, par la promesse du parapluie militaire, et le risque de le perdre.* »



S'agit-il d'un chantage impérial ? Comme dans l'Empire romain, les non-citoyens paient le tribut dont sont exclus les citoyens...

Si ce n'est pas du chantage, alors je ne sais pas comment l'appeler autrement. L'objectif est de confisquer une partie des réserves de l'Europe en forçant le continent à payer une partie de la dette américaine via une dévaluation du dollar et des rendements artificiellement bas sur les obligations américaines.

Miran va encore plus loin en proposant que la Maison-Blanche utilise des pouvoirs spéciaux pour réduire les coupons d'intérêt sur les obligations américaines détenues par les banques centrales étrangères qui refuseraient de réévaluer leur monnaie par rapport au dollar.

En d'autres termes, un défaut de paiement punitif. Et c'est sur la base de ces idées que Miran est devenu le président du Council of Economic Advisors de Trump.

1 - Stephen Miran, « A User's Guide to Restructuring the Global Trading System », Hudson Bay Capital, novembre 2024.

<https://legrandcontinent.eu/fr/2025/02/21/lempire-aux-pieds-dargile-la-faille-economique-du-projet-de-donald-trump/>

---

### Quelques indicateurs économiques.

Données récoltées dans une douzaine de blogs, certaines varient d'une source à l'autre, j'ai retenu celles qui revenaient le plus souvent.

*«1% des plus riches possèdent plus de richesses que 95% de l'humanité», et «plus d'un tiers des 50 plus grandes entreprises du monde, d'une valeur de 13 300 milliards de dollars, sont désormais dirigées par un milliardaire ou ont un milliardaire comme actionnaire principal».*

- De 1980 à 2023, le volume du commerce mondial a été multiplié par 7,9, tandis que le volume du **PIB** mondial a été multiplié par 4,2.

- PIB mondial à prix courants 2023 : 105 540 milliards de dollars

Le PIB mondial ne fait état que de la création de valeur dans le monde. Il ne montre pas, ou de manière très indirecte, les progrès de développement des pays, le bien-être de leurs habitants, ou encore l'impact de la croissance économique sur l'environnement. Surtout, il ne retrace pas les inégalités de richesse entre les pays. Le PIB mondial est donc un indicateur qui ne reflète pas tous les enjeux auxquels nos sociétés actuelles sont confrontées.

- Selon Fortune, le **secteur bancaire** représente 12,9% de l'économie mondiale.

- 1.150 milliards de dollars. C'est le revenu net généré par les **banques** à l'échelle mondiale, un chiffre en hausse de 8 % par rapport à 2022, selon l'étude annuelle sur l'industrie bancaire publiée jeudi par McKinsey.

- Le volume des primes du marché mondial de l'**assurance** atteint 7 186 milliards USD en 2023, l'assurance représente plus de 6 % du PIB mondial.
  - Le monde consacre désormais 17,7% de son PIB (Fin 2022), c'est-à-dire de la richesse qu'il crée sur un an, à la consommation finale d'énergie. En 2020, il n'en dédiait que 9%.
  - Ce chiffre, tiré des dernières **perspectives économiques** de l'OCDE, montre à quel point nous avons basculé, en quelques mois, dans un nouvel univers. Pour retrouver un tel niveau de richesse consacré à la consommation d'énergie, il faut remonter au deuxième choc pétrolier (17,8% en 1981), soit 40 ans en arrière.
  - En 2023, la valeur du **commerce mondial des marchandises** mesurée par les exportations a diminué de 5 % en dollars EU courants, s'établissant à 23 780 milliards de dollars EU.
  - Le PIB mondial nominal mondial a progressé de 4,16 % en 2023. Le PIB réel, lui, a progressé de 2,7 %. La différence entre les deux est le résultat de l'inflation.
  - La taille du **marché immobilier mondial** a été évaluée à \$3 976,18 milliards en 2023.
  - Oxford Economics estime que le marché mondial de la **construction** était évalué à 11 561,40 milliards de dollars américains en 2020. Selon les statistiques du Forum économique mondial, le secteur de la construction représente 13 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et emploie plus de 7 % de la main-d'œuvre mondiale.
  - Le chiffre d'affaires global du secteur **automobile** a atteint 2 050 milliards d'euros en 2023
  - La taille du marché mondial de l'**acier** a été évaluée à 16,24 milliards USD en 2024 et devrait passer de 27,84 milliards USD en 2025
  - Au total, la **chimie** contribue au PIB mondial à hauteur de 5 700 milliards de dollars et soutient 120 millions d'emplois dans le monde. (2019)
- En 2023, les 100 plus grandes entreprises mondiales d'**armement** ont atteint un total de 632 milliards de dollars, selon le dernier rapport du Sipri.
- Les dépenses mondiales de **sécurité** ont atteint un niveau record de 669 milliards d'€ en 2022
  - En 2024, le chiffre d'affaires mondial du marché de l'**habillement** aurait atteint 1.790 milliards de dollars.
  - Le marché mondial du **transport et de la logistique** était évalué à 1 149,23 milliards USD en 2023
  - 1.607 milliards de dollars, ce sont les revenus de l'**industrie pharmaceutique** dans le monde en 2023
  - La taille du marché des **aliments santé et bien-être** valait 878,84 milliards de dollars en 2023
  - Le marché mondial de la santé et du bien-être était évalué à 5730,1 milliards USD en 2024 et devrait atteindre 6033,2 milliards USD en 2025

- La taille du **marché agricole** mondial a été évaluée à 3,27 milliards de dollars en 2021.
- Le commerce mondial de **produits agricoles et alimentaires** a quintuplé de 2020 à 2022, passant de \$ 400 milliards à \$ 1 900 milliards.
- Chiffre d'affaires de **l'industrie agroalimentaire** par segment Monde 2021. Le chiffre d'affaires mondial du secteur agroalimentaire en 2021. Au total, ce secteur a généré 8.270 milliards de dollars américains en 2021. (25 octobre 2022)
- Le PIB direct du **tourisme** a atteint un montant estimé à 3 300 milliards d'USD en 2023.
- La valeur du marché mondial du **divertissement**, en 2022 le marché a atteint une valeur de 2,32 milliers de milliards de dollars américains.
- D'après l'OCDE, l'économie du **sport** représenterait près de 2% du PIB mondial, soit environ 1 200 milliards d'euros.
- La taille du marché mondial des **technologies de l'information** (TI) était de 11 681,64 milliards USD en 2024
- Le marché mondial de la **publicité** atteint le cap symbolique des 1.000 milliards de dollars. Les Echos 9 déc. 2024
- Le marché mondial du **luxe** devrait atteindre 1 500 milliards d'euros en 2023

France. Situation économique. Tableau de bord - La finance pour tous

<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/tableau-de-bord/>

Banque mondiale - Perspectives du commerce mondial et statistiques - Avril 2024

[https://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/trade\\_outlook24\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/trade_outlook24_f.pdf)

INSEE - L'essentiel sur la mondialisation

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633242>